En prélude à l'élection présidentielle de juillet prochain, le Réseau « Paix et sécurité » des femmes de la CEDEAO, a organisé, le samedi dernier, une conférence débat pour attirer l'attention des femmes maliennes sur leur rôle central, mais également dans le processus de réconciliation.

«Action de sensibilisation des communautés sur la promotion du vivre ensemble et des décideurs sur l'implication des femmes dans la gestion des futures élections». C'était le thème central du débat organisé par le Réseau « Paix et sécurité » des femmes de l'espace Cedeao. Cette conférence a bénéficié du financement de l'Onu femmes, et la collaboration de la radio Klédu qui en a fait le sujet de la 74è édition de son club de la presse.

Le juriste Boubacar Bah et l'honorable Ouleymatou Tamboura, étaient les principaux conférenciers.

Le premier intervenant, Boubacar Bah, (qui a écrit un ouvrage sur la justice transitionnelle), était invité à se prononcer sur certains aspects de la thématique. Notamment les voies et moyens permettant d'aller à la réconciliation des Maliens, après la crise. Selon lui, cette réconciliation prônée par les autorités, «quoi que difficile, demeure toujours possible». Elle requiert des préalables qui constituent les quatre piliers de la notion de justice transitionnelle. Pour lui, après certains faits survenus dans le pays, comme l'occupation de notre territoire par des terroristes, le viol des femmes, l'exécution sommaire de nos soldats, parler tout de suite de réconciliation, c'est aller trop vite en besogne.

Selon le conférencier, avant d'aller à cette réconciliation qui est difficile mais réalisable, il faut d'abord que les Maliens se retrouvent pour poser d'abord le débat sur la justice, la vérité et la réparation (des torts commis). «C'est seulement après, que l'on doit envisager la réconciliation, qui constitue la dernière phase du processus». Mais dans le contexte malien, explique le conférencier, tout porte à croire qu'il y a une volonté de brûler certaines étapes, notamment celles de la vérité et de la justice. «Sans justice et sans la vérité, il n'est pas possible de réussir à réconcilier les gens», estime Boubacar Bah, qui relève que dans les textes portant création de cette Commission Dialogue et Réconciliation, aucune mention n'est faite de ces deux notions (de justice et de vérité). «Ce qui pose en soi un problème », déclare le juriste indiquant «qu'aucune réconciliation n'est possible sur l'impunité». Les femmes, qui constituent la base du fondement de la famille, sont invitées à s'impliquer activement pour que les cœurs se retrouvent, dans un Mali où la réalisation du «vivre ensemble» reste un défi autant que l'amélioration de la représentativité de la femme dans les instances de décision.

«Dans la perspective des futures élections, les femmes doivent assumer leur rôle de citoyennes à part entière, en s'engageant activement dans les préparatifs des prochaines élections, s'approprier de toutes les phases du processus, afin d'améliorer leur condition et rehausser le taux (bas) de participation aux élections», a plaidé l'honorable Ouleymatou Tamboura, qui a attiré en même temps l'attention des femmes sur l'importance de leur rôle dans la réalisation de la réconciliation au Mali. «*Une réconciliation que la commission, seule, ne pourra pas réaliser, Sans une implication active au niveau des communautés* », a précisé Ouleymane Tamboura qui a invité les autorités à prendre certaines mesures juridiques transitoires (le quota par exemple) long temps attendues par les femmes, pour améliorer leur situation au Mali.